

## Une réaction

### 1/ Mesurer et contrôler

Historiquement, le contrôle est consubstantiel à la mesure, qu'on le veuille ou non. Contrôler, c'est d'abord l'opération de "rendre compte" (et pour cela vérifier la conformité à un gabarit pré-établi (Cf. les travaux d'Ardoino et de Berger, depuis 1966 !) et si on mesurait, c'était pour contrôler. L'échelle de mesure (toujours arbitraire, même si elle est logique), se présentait donc comme la seule et la meilleure possible, la vraie. Et on confondait échelle de mesure et échelle de valeurs (à telle mesure s'attache un discrédit de "nature"), de même qu'on en arrivait à confondre les critères (outils - règles) avec des normes (à respecter).

Qu'on veuille aujourd'hui, après la distinction faite entre évaluer et contrôler, sortir le "mesurage" de cette série de confusions est un vaste chantier. D'autant plus difficile que ceux-là mêmes qui pourraient se mouvoir à l'aise dans la mesure ont adopté (sans le savoir, très souvent) l'attitude de contrôle. Car contrôler n'est pas seulement une opération, c'est un acte dans lequel s'investit le paradigme rationnel et ses survalorisations symboliques, même à l'insu du sujet. De là, l'idée de "logique de contrôle" (Vial, 2001) qui emporte l'évaluant au-delà de ce qu'il veut et croit faire. Ce désir de maîtrise de soi, de l'autre et du monde, de gestion des contraintes et d'exploitation des ressources pour la fabrication de sa position au monde, ne se laisse pas si facilement au vestiaire. C'est une surnorme de la situation d'évaluation que seule une solide formation aux sciences humaines peut travailler. Il ne s'agit ni de diaboliser le contrôle, ni de le sous-estimer. Le contrôle est nécessaire pour la vérification. Mais la vérification, le bilan, le comptage n'est pas la seule fonction de l'évaluation. C'est cette notion de maîtrise qui doit être enfin relativisée, et ne plus être une valeur absolue, quand on a affaire à des sujets et non pas à des objets.

2. Ce chantier est fort intéressant mais avant de l'engager, il faudrait peut-être réunir **certaines conditions préalables** :

-Ne pas assimiler évaluation et subjectivité, ce qui est une façon connue de passer à côté de la dialectique entre vérifier la conformité et accompagner l'autre dans sa propre voie.

- De même, subordonner l'évaluation à la mesure, c'est-à-dire croire qu'il faut d'abord mesurer pour ensuite évaluer, c'est donner un des algorithmes possibles mais pas le seul et réactiver le vieux débat entre qualitatif et quantitatif ; le qualitatif ne venant que relativiser, tempérer, humaniser la mesure qui, elle, reste toujours l'objectivité, la vérité (machinique encore plus que machinale). L'évaluation (assimilée au qualitatif) est alors réduite à n'être qu'un "supplément d'âme".

- Arrêter de croire qu'on n'évalue que pour prendre des décisions (rationnelles) dans un monde fonctionnaliste où le "managing" serait roi.

- Supprimer de son vocabulaire le mot de "jugement", jamais explicité, et qui est un nœud de sens commun ou s'emmêlent la morale, la perception, le juridisme et le symbolique ; ce qui permet de ne pas poser la question de ce qu'il se passe pendant qu'on évalue : un véritable tour de passe-passe qui masque la conceptualisation, l'utilisation de systèmes de références pluriels, temporaires, situés.

Enfin ce n'est pas la discipline qui est en jeu (parler d'évaluation "en éducation", ne résout pas le problème), ni la fonction sociale de l'acte évaluatif (bilan ou promotion du changement), c'est la situation : évaluer des objets n'est pas le même univers qu'évaluer ENTRE sujets (car on n'évalue pas, en fait, des sujets). C'est donc le modèle du sujet que l'évaluateur porte qui est déterminant.

CF. Vial, M. (2001). *Se former pour évaluer, Se donner une problématique et élaborer des concepts*, Bruxelles : De Boeck Université